

Déficit à 5,1 % : une éclaircie qui n'autorise ni triomphalisme ni résignation

Réaction à l'article de L'opinion du 30 mars 2026 (<https://www.lopinion.fr/economie/un-deficit-public-meilleur-que-prevu-en-2025-mais-pas-de-cagnotte-insiste-sebastien-lecornu>)

Les chiffres publiés par l'INSEE sont, il faut le reconnaître, une meilleure nouvelle qu'attendue. Un déficit ramené à 5,1 % du PIB, soit 16,6 milliards d'euros de moins qu'en 2024 : c'est le signe que la rigueur budgétaire, lorsqu'elle est conduite avec constance et transparence, produit des effets réels. Le Parti Radical Valoisien prend acte de cette amélioration et salue l'effort de sincérité affiché par le gouvernement dans ses prévisions.

*

* *

Mais les Radicaux ne sont pas de ceux qui se paient de mots. Et le Premier ministre a raison sur un point : il n'y a pas de cagnotte. Il y a une ardoise, considérable, structurelle, transmise de décennie en décennie à des générations qui n'ont pas eu voix au chapitre.

À 5,1 % de déficit, la France demeure l'un des États les plus endettés d'Europe occidentale. Ce n'est pas une ligne d'arrivée ; c'est, au mieux, un premier palier sur une longue montée.

Ce qui nous préoccupe davantage, c'est la nature de l'effort accompli.

La réduction du déficit a été obtenue, pour partie, par une hausse des prélèvements obligatoires portés à 43,6 % du PIB.

Dans la tradition radicale qui est la nôtre, celle de Léon Bourgeois, père de la solidarité républicaine, celle d'un État fort mais juste, l'impôt n'est légitime que s'il est l'expression d'un contrat social assumé, et non d'un pansement posé sur des dépenses qu'on n'a pas eu le courage de réformer.

Or les dépenses publiques ont continué de progresser plus vite que la richesse nationale. C'est le nœud gordien que nul gouvernement n'a encore su trancher.

Le Parti Radical Valoisien rappelle que la maîtrise des finances publiques ne saurait se faire sur le dos des plus vulnérables.

La crise énergétique qui frappe les ménages, les territoires ruraux et périurbains abandonnés aux aléas du marché, les services publics de proximité étranglés : voilà les réalités que les tableaux de Bercy ne capturent pas.

Dire qu'il n'y aura pas de bouclier tarifaire de la même ampleur qu'en 2022 est une position budgétairement compréhensible. Mais elle n'est tenable socialement qu'à condition de faire confiance aux territoires, de leur donner les leviers fiscaux, réglementaires, contractuels, pour répondre eux-mêmes aux besoins de leurs habitants.

C'est le sens de l'autonomie territoriale que nous défendons.

La trajectoire vers les 3 % de déficit exigée par nos engagements européens sera longue, et elle traversera une année d'élection présidentielle. C'est précisément pourquoi nous appelons à une réforme structurelle de l'État, non par idéologie libérale, mais par exigence républicaine : un État qui fait moins, mais qui fait mieux, qui décentralise davantage, qui fait confiance aux acteurs de terrain plutôt qu'à la seule centralité parisienne.

Les Radicaux n'ont jamais cru aux miracles budgétaires. Ils croient au travail, à la responsabilité, à la solidarité organisée.

Ces 16,6 milliards d'euros récupérés sont un début.

La question est de savoir ce que la République choisit d'en faire et pour qui.

Samuel Roullé
Secrétaire National
Parti Radical Valoisien